

Les relations canado-danoises: de l'Europe à l'Arctique

Paul Painchaud

Jusqu'à la dernière guerre mondiale, et durant les deux décennies qui suivirent, la politique européenne du Canada gravitait autour de deux axes principaux: la Grande-Bretagne d'une part, les organisations multilatérales d'autre part. La Grande-Bretagne, pour des raisons évidentes qui tiennent aux liens stratégiques et économiques développés à l'intérieur d'un Empire qui n'était que partiellement devenu un Commonwealth, et dont les transformations allaient forcer la politique étrangère canadienne à s'impliquer dans des problèmes internationaux à l'échelle globale; les organisations multilatérales ensuite, comme la Société des Nations – dont la vocation était surtout européenne aux yeux du Canada – et d'autres qui prendront la succession sur le plan de la sécurité régionale, comme l'Alliance atlantique, ou de la coopération économique, comme l'OCDE. En réalité, cette double concentration sur un pays en particulier et sur des organisations fonctionnelles d'autre part, empêchait que n'apparaisse une vraie politique régionale en direction de l'Europe de l'Ouest, c'est-à-dire un ensemble intégré et systématique d'objectifs embrassant les principaux secteurs d'activités du gouvernement dans cette partie du monde. Il fallut la Troisième Option pour qu'une telle politique devienne théoriquement possible.

Troisième Option et relations bilatérales

L'expression la plus tangible de cette politique, on le sait, fut le lien contractuel avec les Communautés européennes. Ce qu'on sait moins en revanche, ou du moins ce que l'on a moins noté, c'est l'intensification parallèle des relations bilatérales du Canada avec les différents pays de l'Europe occidentale, relations qui avaient été jusqu'alors, sinon négligées, du moins maintenues à un niveau souvent formel et routinier. Cette dernière affirmation, certes, devrait être nuancée selon les pays et les périodes de l'après-guerre. Dans l'ensemble, cependant, elle ne paraît pas excessive pour la plupart des pays européens.

Mais la Troisième Option, et le lien contractuel avec les Communautés européennes, devaient mettre davantage en évidence l'intérêt des relations bilatérales pour le Canada. Le lien contractuel, en particulier, pousse le Canada à rechercher une

influence directe auprès des différents membres de la Communauté. Il est certain, en outre, qu'une plus grande interdépendance entre le Canada et chaque membre de l'Europe des Neuf produit un effet d'entraînement au niveau communautaire lui-même. Enfin, les liens de plus en plus étroits qui unissent tous les États de l'Europe occidentale, dans divers domaines, incitent le Canada à développer ses relations avec ceux des États européens qui n'appartiennent pas à la Communauté. L'intérêt récent du Canada pour le Conseil de l'Europe en témoigne.

A cela, il faut ajouter que plusieurs gouvernements européens insistent eux-mêmes pour maintenir une diplomatie bilatérale parallèle à celle de la Communauté. Il en résulte souvent, d'ailleurs, une plus grande efficacité dans certains domaines, comme la coopération industrielle, l'un des principaux instruments de la Troisième Option. Cette affirmation est encore plus vraie dans le domaine culturel. Le maintien de la diversité ethnique du Canada, en effet, considérée comme frein à l'influence américaine, ne peut être réalisé que par des échanges bilatéraux aussi poussés que possible avec les pays d'origine – en majorité européens – des différents groupes ethniques du Canada. Cet objectif apparaît d'ailleurs très nettement dans les priorités du plan quinquennal d'activités culturelles du ministère des Affaires extérieures.

A toutes ces raisons, il faut ajouter des pressions structurelles qui forcent à un approfondissement des relations bilatérales avec les États européens. De nouveaux problèmes à l'échelle globale – le nouvel ordre économique international, le droit de la mer, l'évolution de la stratégie de l'URSS – conduisent à une coopération politique plus étendue entre les démocraties industrielles. De plus, les transformations elles-mêmes de

Paul Painchaud est professeur titulaire au département de science politique de l'Université Laval et co-directeur de la revue Études Internationales. Il dirige en ce moment une recherche sur différents aspects des relations canado-européennes au Centre québécois de relations internationales. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.